

Le Jour, 1953
30 Avril 1953

LA CRISE EN ISRAEL

Dans un article intitulé : « **Ni miel ni lait** » (Neither milk nor honey), **l'Economist**, de Londres, du 25 avril, montre la situation tragique d'Israël :

« Les difficultés d'Israël sont pour l'économiste un cauchemar », dit le grand journal anglais, dont on ne peut pas prétendre certes qu'il est défavorable à l'Etat juif. Nous dirons à notre tour qu'il n'y a rien d'extraordinaire à cela. **L'immigration encouragée et maintenue de façon déraisonnable, et folle même, pendant des années devait conduire à ce résultat.**

Pour se fortifier, à tout prix, par le nombre, l'Etat juif est allé au devant de la crise. Il l'a provoquée par un surpeuplement précipité. Et les Nations-Unies ont laissé faire naturellement.

Le réveil est dur. Il sera suivi d'autres désillusions et d'autres dangers. **Voilà longtemps que nous écrivons qu'Israël préférera toujours une guerre mondiale à sa propre faillite. Nous devons l'affirmer encore.** Et c'est d'un véritable chantage à la paix du monde que les grandes puissances occidentales seront un jour ou l'autre l'objet. Peut-être le sont-elles, obscurément, déjà.

Les difficultés économiques d'Israël sont la conséquence délibérée, la conséquence inéluctable, de la politique d'Israël. Les considérations économiques, si chères aux Américains, ont passé au second plan. **Il ne s'agissait plus pour le Gouvernement de Tel-Aviv de savoir si l'on pourrait manger le lendemain. Il s'agissait d'être plus nombreux le jour même.** Malgré les apparences, cette position désespérée est celle d'aujourd'hui encore. **Que les Juifs, en Israël, se multiplient, les Juifs venus de tous les pays du monde, et adienne que pourra !**

Adienne que pourra ! Tout peut advenir en effet maintenant.

Les exportations d'Israël ont décliné de façon régulière, dit l'Economist, en raison du prix de revient qu'écrase la concurrence (« uncompetitive prices »)

Le prix de la vie a haussé de près de soixante pour cent en 1952 et le pouvoir d'achat intérieur a diminué d'autant.

L'agriculture, comme l'industrie, traverse une période difficile et le matériel mécanique, manipulé souvent par des mains inexpertes, se détériore.

Cette situation économique, dans son ensemble a eu pour effet de réduire la production industrielle de telle sorte que **quatorze pour cent des ouvriers de l'industrie sont en chômage.**

Malgré la dévaluation de fin 1952, le Gouvernement fait face encore, sur le plan monétaire, à une situation « presque désespérée ».

A la fin de 1952, le montant des exportations couvrait onze pour cent seulement de celui des importations. « Israël a gardé sa tête au-dessus de l'eau par des expédients allant de l'emprunt à la mendicité, (« Israël has kept its head above water by expedients ranging from borrowing to begging »)

Par contre, « Israël a triplé, ces cinq dernières années, sa force militaire ».

Dans ces conditions de violence à la nature des choses, le but, qu'on nous le dise, est-il la guerre ou la paix ?

Nous n'avons jamais contesté les mérites d'Israël, le courage d'Israël, l'intelligence d'Israël, l'endurance d'Israël, la persévérance d'Israël, **mais ces mérites et ces vertus que deviennent-ils devant la catastrophe où ils mènent ?**

De toute évidence, Israël veut forcer le destin. Et, comme Samson jadis, arriver à ses fins ou ruiner l'édifice de la paix.

Les Américains ne veulent pas comprendre que depuis l'interprétation extravagante qu'ils ont donnée à la déclaration Balfour, les voisins d'Israël, tremblent pour leur avenir. **Ils ne veulent pas comprendre que l'entreprise d'Israël est une entreprise explosive par nature, conquérante par essence, désespérée par nécessité** qui, comme les jugements de Dieu de jadis, doit se terminer par la mort d'un des adversaires. **A moins qu'on ne la freine d'autorité ; à moins qu'on ne la limite de toute force ; à moins qu'on y mette un terme par l'usage de moyens décisifs.**

La crise économique et financière d'Israël qu'analyse l'**Economist** de façon si pertinente, **notre grand confrère londonien n'en dit pas la seule chose qu'il devrait dire, C'EST QU'ELLE EST UNE CRISE POLITIQUE.**

La conciliation que l'Economist suggère et conseille aux pays occidentaux ne peut plus venir de la volonté des parties. ELLE NE PEUT VENIR QUE D'UNE INTERVENTION DE LA PUISSANCE DE L'OCCIDENT, l'intervention telle, et si rapide, et si efficace qu'elle ramène la confiance dans le monde arabe.

La crise d'Israël ne peut se dénouer ou s'atténuer ni par un effort intérieur d'équipement et de production plus grand, ni par les réparations allemandes, ni par des dollars venus d'autres sources.

Pour qu'une détente se produise IL FAUT UNE GARANTIE INTERNATIONALE CONTRACTUELLE DES FRONTIERES ET IL FAUT INTERNATIONALISER JERUSALEM. Sans ces deux conditions on ne fera rien de constructif et la science

économique se révélera impuissante. Sans ces conditions, la crise d'Israël prendra la forme d'une crise mondiale, aussi redoutable qu'aucune autre pour la paix.

LES ARABES VEULENT DORMIR TRANQUILLES. ILS NE VEULENT PAS QU'ON DONNE JERUSALEM AUX JUIFS. ILS NE VEULENT PAS QU'ISRAEL S'AGRANDISSE TERRITORIALEMENT D'AVANTAGE.

A bon entendeur, salut !

Pour résoudre la crise économique de l'Etat juif toutes les solutions purement économiques paraîtront désormais illusoires et vaines. LA CRISE D'ISRAEL APPELLE D'EXTREME URGENCE UNE SOLUTION POLITIQUE.